

Convention collective

IDCC : 1980. – **COMMISSIONNAIRES EN DOUANE
ET AGENTS AUXILIAIRES DE LA MARTINIQUE**
(6 décembre 1996)

(*Bulletin officiel* n° 1997-12 bis)

(Etendue par arrêté du 19 août 1997,
Journal officiel du 28 août 1997)

■ *Journal officiel* du 25 novembre 2008

Arrêté du 17 novembre 2008 portant extension d'un avenant à la convention collective des commissaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique (n° 1980)

NOR : MTST0827204A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu les arrêtés du 19 août 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté du 14 décembre 2006, portant extension de la convention collective des commissionnaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique du 6 décembre 1996 et des textes la modifiant et la complétant ;

Vu l'avenant n° 8 du 28 juillet 2008 sur la prime de transport et la valeur du point à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 28 octobre 2008 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des commissionnaires en douane et agents auxiliaires de la Martinique, les dispo-

sitions de l'avenant du 28 juillet 2008 sur la prime de transport et la valeur du point à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 novembre 2008.

Pour le ministre et par délégation :
*La sous-directrice des relations individuelles
et collectives du travail,*
E. FRICHET-THIRION

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/39, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.